

3 avril 1790

Nº. C. X V I I.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Viram impendere vero.

Du Samedi 3 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du premier Avril 1790.

Discussion sur le privilège de la compagnie des Indes. -- Dénouciation de l'Ami du peuple. -- Décret de la Bazoche. -- Terreur panique. -- Question d'étiquette. -- Réflexions de l'Ami du Peuple.

Les actionnaires de la compagnie des Indes présentent sous trois points de vue la défense de leur privilège.

1º. Ils prétendent que leur privilège s'accorde

(1) Je préviens mes lecteurs que l'ex-perruquier Guignot, continuateur de ma feuille, la suppose de mon imprimerie, pour mieux escroquer l'argent du public.

Ayuntamiento de Madrid

avec l'intérêt de l'état , en ce que ce n'est pas une institution en faveur de quelques individus contre la société , mais une institution de la société contre les écarts des intérêts particuliers.

2°. Que l'Inde étant à 6000 lieues de la France , que le commerce que nous y faisons n'étant point un commerce d'échanges , que le commerce exigeant de grands capitaux et une foule d'agens dans une activité continuelle , pour faire fabriquer , des particuliers trouveroient toujours des obstacles qui s'opposeroient à leurs succès , parce qu'en général ils n'ont pas assez de fonds pour soutenir un si lourd commerce.

3°. Que la situation actuelle de la compagnie exige qu'elle soit conservée. Que ses opérations ont toujours été sages et bien combinées , que ses expéditions toujours assurées ont garanti ses associés de tous les risques d'un commerce aussi éloigné. Que le commerce de la compagnie s'élève , année commune , en retours directs de l'Inde , environ à trente millions , et celui du commerce libre de dix-huit à vingt. Enfin , que si l'on supprimoit le privilège de la compagnie , elle se trouveroit avoir cette année pour soixante millions de marchandises en magasin. Que l'état qui lui a garanti son existence , ne pourroit se dispenser de l'indemniser , et que cette indemnité seroit pour lui une surcharge.

Toutes ces raisons sont fort bonnes ; mais je ne doute pas que les députés du commerce de France en faveur de la liberté du commerce , ne parviennent facilement à les détruire.

Dénonciation de l'Ami du Peuple.

Je dénonce à tous les bons citoyens , à tous les amis de la révolution et de la liberté , un ouvrage infâme que vient de vomir la presse , intitulé , CONSEIL AU ROI , qui se vend chez GATTEY , libraire au palais royal , dont la boutique est l'arsenal des aristocrates. -- Un seul passage de cette brochure infernale fera juger des dangers de sa circulation , dans un moment où des terreurs paniques , sur une contre-révolution , sement l'allarme parmi le peuple , et enhardissent les ennemis du bien public (1).

L'auteur parle de nos représentans à l'assemblée nationale.

» Vous ne les aviez convoqués , Sire , que pour trouver des moyens d'assurer la dette de l'état , de rétablir la confiance publique ; aujour-

(1) Le plan de contre-révolution attribué à M. de Maillebois , s'il est sincère , est dénué de sens commun. Sans hommes et sans argent , comment imaginer de soumettre un pays , peuplé de plus de 24 millions d'ames , et dont tous les habitans sont armés pour la défense de leur liberté.

d'hui la méfiance est si grande , que tous leurs décrets ne produisent pas un écu. Tout le monde est dans la plus vive inquiétude sur le sort de sa créance : on voudroit la savoir partout ailleurs que sur l'état. -- Vous ne les aviez assemblés que pour combler le déficit ; chaque jour il s'accroît d'une maniere monstrueuse , et vos revenus se réduisent à rien. -- Vous ne les aviez assemblés que pour détruire les abus dans toutes les parties de l'administration ; il n'y a plus aujourd'hui d'administration , il n'y a plus de loix , et nous sommes dévorés par de nouveaux abus sans nombre et de tous les genres , qui font que la vie et les biens des citoyens ne sont plus en sûreté. -- Vous ne les aviez rassemblés que pour régénérer l'état , rendre vos peuples heureux ; l'état est annéanti , vos peuples et vous sont dans les fers , maudissent leur pénible existence. Voilà , Sire , le fruit de vos états généraux.

Nos malheurs sont au comble. Ce n'est plus des moyens lents qu'il convient d'employer pour les réparer : il faut un grand coup d'éclat. Sire , montrez-vous un jour à l'assemblée des états généraux ; demandez-leur si vous êtes roi , ou si vous êtes esclave. S'ils vous répondent que vous êtes dans les fers , arborez sur le champ le panache du grand Henry. Dites dans cette même assemblée : à moi , généreux François qui voulez un

roi, brisez mes fers; je suis votre ami, je meurs avec vous. Vous y en trouverez six cent. Montez ensuite à cheval; allez dans Paris avec cette noble escorte; invitez à se joindre à vous tous ceux qui détestent cette nouvelle administration. Vous aurez une armée, non pas de patriotes en uniforme, jalouse de leur cocarde nationale, mais de véritables et bons François, qui verseront jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour vous rétablir sur le trône; et soyez sûr de la victoire, elle n'est jamais pour les révoltés. -- Si les états vous disent que vous êtes roi; dites-leur que, voyant qu'ils abusent toujours de plus en plus de vos condescendances, vous allez seul vous occuper du bonheur de votre peuple: qu'en conséquence, vous les cassez, ainsi que tout ce qu'ils ont fait..... Que la sanction que vous avez donnée ne peut être de nulle valeur, puisque vous n'étiez pas libre en la donnant..... Ma plume se refuse à continuer de tracer tant d'horreurs..... Mais en voilà plus qu'il n'en faut pour éclairer et le public, et les magistrats, sur le danger de laisser circuler de pareils poisons, dans les mains d'un peuple facile à surprendre, le plus crédule encore que léger.

Arrêté de la Bazoche.

MM. de la Bazoche indignés des calomnies

que les ennemis du bien public se plaisoient à semmer sur leur compte , ne se sont pas contentés de les démentir publiquement , en protestant de leur patriotisme et de leur soumission aux décrets de l'assemblée nationale , mais , pour ôter tout soupçon d'instruction ou de co-alition particulière , ils ont arrêté de monter la garde et de faire les patrouilles conjointement avec les gardes nationaux.

Terreur panique.

On aime à se rendre intéressant. -- Le philosophe Bailly et le dictateur la Fayette se sont rendus , mardi dernier , à l'assemblée de nos représentans à la commune , et ont annoncé que plus de 1200 brigans s'étoient introduits par divisions , la nuit précédente , dans la capitale. -- Voilà la terreur qui s'empare à l'instant de tous les membres du sénat municipal , au point de ne pouvoir rien décider. Il a plus de trois cens mille citoyens armés pour la défense de la constitution et de la liberté ; les provinces qui entourent la capitale sont hérissées de piques et de bayonnettes , qui en intercepteroient le passage à toutes les troupes réunies de l'europe. En deux fois quarante-huit heures , la France peut opposer à ses ennemis plus de trois millions d'hommes armés , et nos députés à l'hôtel-de-ville tremblent et s'effraye à l'arrivée de 1200 hommes , qui ne sont rien autre chose que 1200 ouvriers qui viennent chercher de l'ouvrage dans la capitale , et qui n'y en trouveront malheureusement pas.

-- MM. nos députés à la commune, reprenez vos sens. Il n'est pas même, ici, besoin de vous armer du courage intrépide des braves électeurs qui nous ont sauvé au péril de leurs vies, dans les premiers jours de la révolution, et dont les noms devroient être gravés en lettres d'or sur les murs de votre hôtel-de-ville; il ne s'agit point de combattre : vos douze cent intrus, quand ils seroient douze cent brigands, ne font que douze cent hommes : seroient-ils douze mille, nous ne les craindrions pas encore. Mais voulez-vous éviter des trahisons, des surprises ? nommez des commissaires pour se transporter toutes les nuits, assistés de la garde nationale, dans les auberges, dans les hôtels garnis de la capitale et des fauxbourgs, et assurez-vous de tous ceux qui manqueront de passe-ports, ou qui ne pourroient vous indiquer de bons répondans. C'est le seul moyen de connoître votre monde, de tranquilliser le peuple, et d'éviter à chaque instant des terreurs paniques, plutôt faites pour alimenter la fermentation dans les esprits, que pour les calmer et ramener la paix et le bon ordre.

Question d'étiquette.

Peut-on régulièrement et légalement porter, à la fois, le deuil de plusieurs personnes ? Telle étoit, il y a quelques jours, la grande question qui agitoit la cour de France, sur la mort de l'empereur et de l'archiduchesse Élisabeth (1). Tous les vilsclaves de l'étiquette attendoient dans un

(1) Bon Dieu ! de quoi s'occup-t-on à la cour quand nous sommes sans loix, sans crédit, sans argent et presque sans pain !

respectueux silence la solution de cette importante question. Nos dames de la Halle, soutenant que la France ayant eu assez de sujets de deuils sans le porter, on ne devoit point le prendre pour des morts étrangers, avoient promis de décider elles-mêmes la question..... Heureusement ces dames se sont déportées, et la cour a jugé que dans le deuil de l'empereur qui se porte actuellement seroit confondu celui de l'archiduchesse Élisabeth.

Réflexion de l'Ami du Peuple.

Quand abolira-t-on pour jamais ces deuils d'étiquette, qui ne sont de vrais deuils que pour le peuple dont ils suspendent les travaux, et qu'ils réduisent à manquer d'ouvrage et de pain ? Parce que quelques princes étrangers ont terminé leurs carrières, faut-il que l'ouvrier françois acheve la sienne dans la misère et la détresse ? N'est-il pas, si ce n'est étrangement ridicule, du moins souverainement inconstitutionnel, que la nouvelle de la mort d'un prince ou d'une princesse de l'Europe, soit pour la France l'époque de la stagnation de son commerce, de l'oisiveté de ses manufactures, du malheur et de la ruine des ouvriers ? -- Comme ces deuils ridicules ne sont que de pure étiquette de la part des grands, et de pure singerie de la part des petits, ne seroit-il pas nécessaire d'en restreindre le terme à quelques jours, au lieu de l'étendre à plusieurs mois ?..... Les mânes des princes étrangers n'en seroient pas moins honorées, et leur mort ne seroit pas pour toutes les manufactures de la France un sujet de désespoir.

De l'Imprimerie de M A R A T.